

Erratum ou pas ?

Errare humanum est, perseverare diabolicum ?

Fin du Statut

Recul démocratique – Dépenses idéologiques !

Le Gouvernement wallon a donc décidé ce 28 mai 2026 d'abolir le Statut des fonctionnaires en Région wallonne. Le Gouvernement communautaire l'a suivi le 29 mai pour la Communauté française de Belgique. Précédemment, le 13 mai, le Gouvernement wallon avait décidé d'abolir le Statut des fonctionnaires des pouvoirs locaux et provinciaux.

Ce Statut créé en 1937 par une Commission Parlementaire Nationale (Commission Camu) était la réponse de la Démocratie à la montée des rexistes en Belgique.

Ce Statut était réclamé par les fonctionnaires depuis 1847. Dès 1847, les fonctionnaires contractuels se plaignaient de l'ingérence des politiques dans des dossiers, de favoritisme, de népotisme, mais aussi de la corruption de certains politiques.

En supprimant les Statuts des fonctionnaires, les Gouvernement wallon et communautaire rouvrent la porte à toutes ces pratiques, trahissent la démocratie et renvoient aux heures sombres du rexisme ! « **Ceux qui ne peuvent se souvenir du passé sont condamnés à le répéter.** » (Winston Churchill)

Ce recul démocratique met fin à l'égalité des Belges devant l'emploi public via des procédures anonymisées, via des appels publics, ...

Les Gouvernements sans aucune pudeur affirme qu'ils recruteront « des talents » qui aujourd'hui ne sont pas intéressés par la Fonction publique. Il distribuera également toutes les promotions, les mutations, ... Son cadeau à ceux qui lui sont favorables à l'instar de la politique américaine, une sorte de « trumpisme » à la sauce wallonne et francophone !

Pour nous, « le talent » ne s'apprécie pas aux convictions idéologiques, politiques ou familiales, ... des candidats.

Ce recul démocratique au-delà de mettre fin à l'égalité des Belges dans toutes les décisions administratives, va coûter en moyenne, selon l'analyse de l'Inspection des Finances, 5.000 euros de plus par agent contractuel wallon et communautaire.

En cette période, où les Gouvernements wallon et communautaire se targuent de redresser les finances wallonnes, cette décision va à l'encontre des mesures d'économie.

La CGSP n'accepte ni ce recul de la démocratie, ni cette dépense idéologique.

Elle appelle tous les fonctionnaires régionaux, communautaires et des pouvoirs locaux de Wallonie, à **se mettre en grève et à fermer toutes les administrations le 16 juin prochain.**

Elle appelle tous les fonctionnaires, quel que soit leur niveau de pouvoir, mais aussi tous les démocrates, à se joindre à la **manifestation wallonne du 16 juin à Namur.**

S. Jaumonet

A. Gilles

O Nyssen